

TOUT D'UN COUP!

Français/English

Le journal de la CLAC-Montréal★Convergence des luttes anticapitalistes★Hiver 2012

GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

Trois mots, une idée toute simple, un potentiel titillant. La GGI conjure des scènes inspirantes d'occupations prolongées, de confrontations épiques et de foules enhardies déferlant dans les rues. Drapeaux rouges et noirs claquant dans le vent et barricades courageusement défendues. Tout ça et plus, camarades...

Et pourtant, on a encore du mal, dans le mouvement étudiant et plus largement dans la société, à s'entendre sur la validité d'une revendication aussi élémentaire que le maintien du gel des frais de scolarité. On est loin des barricades et des lendemains qui chantent...

Mais ne serait-ce que pour l'exercice, est-il permis de croire que la lutte contre la hausse des frais de scolarité au Québec puisse être l'étincelle qui fera rejaillir le feu de la contestation et de la solidarité sociale en 2012 ? Pour répondre par l'affirmative à cette question, il faudrait encore que le mouvement de grève réunisse un ensemble de conditions fondamentales. À défaut de quoi la grève de 2012 ne sera qu'un soubresaut, certes divertissant, mais au final impuissant, contre la mainmise irrémédiable du capitalisme sur l'éducation au Québec.

★D'entrée de jeu, cette lutte doit endosser et refléter un rejet clair et inconditionnel du capitalisme et de ses institutions. Il n'y a rien de tel qu'un capitalisme éthique ou à visage humain. Toute proposition en ce sens n'est que diversion visant à retarder l'articulation et la mise en oeuvre d'alternatives authentiques et viables. Toute défense du système capitaliste sert objectivement à préserver le *statu quo* et signale une position de privilège. Un paradigme d'éducation publique qui répond en priorité aux prétendus impératifs du système capitaliste plutôt qu'aux intérêts et aspirations à long terme de l'ensemble de la société doit être aboli et remplacé par un modèle qui sert justement lesdits intérêts et aspirations.

★ La lutte étudiante doit donc dépasser le simple stade de la revendication pour s'ancrer dans une logique de rupture. Il ne s'agit plus de quémander des miettes, mais de prendre ce qui nous est dû. Il ne s'agit pas non plus d'exiger des réarrangements d'ordre cosmétique, mais de mettre en oeuvre des transformations fondamentales. La gratuité universelle en éducation s'impose donc comme prémisse non négociable. Les fausses solutions et les diktats d'austérité doivent être réfutés systématiquement.

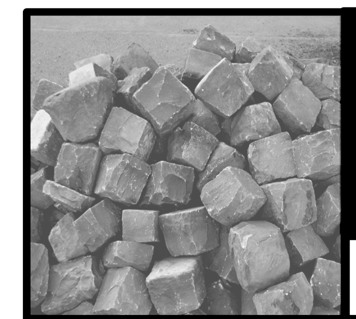
★Par leur férocité, leur témérité et leur diversité, les moyens d'action choisis doivent exprimer cette détermination à transformer radicalement la société et à redéfinir la place qu'y occupe l'éducation. Au-delà des considérations légales ou morales, quand vient le temps de déterminer nos moyens d'action, la principale question doit TOUJOURS être : qu'est-ce qui est efficace? Autrement dit, quels sont les moyens qui nous permettent d'atteindre nos buts.

★Les inévitables traîtres qui polluent et sabotent la contestation (les opportunistes habituels, vire-capots et porte-étendards officiels des fédés corporatistes) doivent être cernés et mis en échec avant d'avoir eu le temps de causer des dommages irréparables au mouvement et à la cause. L'histoire présente une fâcheuse tendance à se répéter. Il revient donc aux authentiques protagonistes de la lutte d'en tenir compte et de redoubler de vigilance.

★Le mouvement de lutte des étudiants et étudiantes doit aussi éviter le piège de se développer en silo, isolé des autres domaines de lutte sociale. Les mouvements étudiants populaires ont historiquement participé à animer et propager une certaine conscience de classe en s'inscrivant auprès des travailleurs et travailleuses, et auprès des pauvres, dans la lutte à finir contre la classe possédante/dirigeante. Cette guerre séculaire a toujours eu pour objet la perpétuation, ou la cessation, de l'exploitation économique et de la marginalisation systémique. L'analyse du mouvement étudiant (malgré la diversité de sa composition) doit nécessairement exprimer cette conscience de classe, sans quoi elle se condamne à l'isolement et à l'indifférence.

★Dans le même ordre d'idée, pour être conséquent avec ses visées émancipatrices, le mouvement étudiant doit adopter une analyse et une démarche antipatriarcale, antiraciste et anticoloniale. La libération de l'éducation doit être un projet d'émancipation de tous et toutes pour un avenir viable et éclairé, libéré de toutes formes de discriminations fondées sur le genre, le sexe et l'orientation sexuelle, la « race », l'origine ou l'identité ethnique, les capacités physiques ou mentales, etc. Il est également essentiel que le mouvement reconnaisse l'histoire coloniale du Québec et du Canada et le fait que, par exemple, « nos » écoles et institutions académiques sont construites sur des terres volées. L'ensemble complexe des privilèges intrinsèques à la société (suprématie) blanche occidentale ne doivent plus jamais être ignorés ou minimisés, et toute lutte d'émancipation, quelle qu'elle soit, se doit d'en tenir compte dans ses fondements mêmes.

★Libérer l'éducation est par ailleurs inutile si l'on ne s'attache pas également à libérer le monde naturel des griffes de l'industrie et de ses prétendus impératifs de développement économique. *(suite à la page suivante)*



Tout d'un coup! *spécial grève étudiante*

Tout d'un coup: en une seule fois, d'un seul coup.

Le journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitalistes ★ Hiver 2012

Éclairer les luttes actuelles par l'histoire: le cas de Mai 68 en France

Dans la brochure *De la misère en milieu étudiant* publiée en 1967, l'Internationale situationniste (IS) avisait les étudiantes et les étudiants de l'importance de connaître les victoires et les défaites des mouvements révolutionnaires internationaux antérieurs. Pour les artistes et les intellectuelLEs qui font partie de l'IS, mieux connaître l'histoire des mouvements de résistance sert à constituer une critique radicale de l'ordre social, mais également de ses moments de contestation. Faire référence à l'histoire des luttes précédentes permet d'éclairer le présent, de remettre en perspective le processus de changement social en cours, de mieux comprendre les enjeux du moment et de tirer des leçons des erreurs commises autrefois. En bref, savoir d'où on vient aide à savoir où on va.

Dans le contexte de la lutte contre la hausse des frais de scolarité qui s'enclenche, une meilleure connaissance de l'histoire du mouvement étudiant au Québec apporte une dimension réflexive pleine de possibilités qui aide à comprendre les racines des revendications actuelles et des moyens pour les réaliser[1], mais des comparaisons avec d'autres formes de lutte peuvent également être bénéfiques. Entre autres, les événements de Mai 1968 en France permettent aujourd'hui d'envisager la lutte étudiante comme le catalyseur d'un mouvement social qui la dépasse.

Chronologie des événements de Mai

Le mouvement de contestation de mai et juin 1968 se déroule à une époque de croissance économique, de supériorité démographique des jeunes et de prise de conscience des nouvelles formes d'exploitation engendrées par l'économie capitaliste d'après-guerre. Les idées mises en pratique s'opposent alors à l'oppression de la bureaucratie, de la marchandise, du travail et de la « survie », à la réduction de la vie, au spectacle, à l'organisation répressive de l'espace dans les villes et à l'idéologie au service des groupes dominants.

Les événements qui se sont produits en mai 1968 ont été déclenchés en janvier de cette même année à l'Université de Nanterre. Tandis qu'un climat de tension est palpable à l'Université de Nanterre au sujet de la séparation stricte des filles et des garçons dans les dortoirs, un conflit éclate quand quelques révolutionnaires s'opposent à la présence de policiers vêtus en civils sur le campus. Ces derniers, qui constitueraient plus tard le groupe des Enragés, décident de perturber systématiquement l'ordre des choses par la critique, le vandalisme politique ou encore l'interruption de cours. Ces nouvelles agitations ont comme trame de fond le déploiement, notamment dans le milieu étudiant, des idées de l'IS et d'autres groupes de gauche. Les universitaires prennent peu à peu conscience que leurs conditions d'existence sont similaires à celles des autres prolétaires. Dans la société française élitiste et rigide dont l'université n'est qu'un outil de reproduction sociale, ils se rendent compte de leur propre aliénation et de l'absence de toute perspective d'avenir qui conviendrait à leurs idéaux de liberté. Les étudiantEs se trouvent en rupture avec ce que la société leur propose, mais en fusion avec le mouvement ouvrier.

Le « Mouvement du 22 mars » se constitue pour lutter contre l'impérialisme en s'organisant par la démocratie directe. C'est en guise d'appui à l'action de quelques militantEs, arrêtéEs la veille au cours d'une action de perturbation contre le siège social d'American Express et l'impérialisme états-unien au Vietnam, qu'ils et elles occupent les bureaux administratifs de Nanterre.

Tandis que le mouvement de protestation se rend jusqu'à Paris, les deux enragés et six autres militantEs arrêtéEs doivent comparaître le 3 mai devant le Conseil de l'Université de Paris. Les étudiants et les étudiantes se réunissent à la Sorbonne pour les soutenir, mais des affrontements violents avec les forces de l'ordre empêchent la tenue de la réunion. Les syndicats et les travailleurs et travailleuses se mobilisent alors pour condamner la répression dont ont été victimes les étudiantEs. C'est ainsi que le 6 mai, étudiants, étudiantes, ouvriers, ouvrières, sans-emploi, lycéennes et lycéens sont réunis lors d'une journée de grève. La manifestation prévue tourne en émeute.

Une autre nuit d'émeute a lieu le 10 mai et est fortement réprimée par les forces policières. Ces événements causent la stupeur et l'indignation de la population et c'est pourquoi les directions syndicales appellent à une nouvelle journée de grève générale, interprétée comme une « grève de récupération » par les radicaux. Le premier ministre annonce alors que les étudiantEs arrêtéEs seraient libéréEs, que les forces de l'ordre présentes au Quartier Latin seraient retirées et que certains locaux de la Sorbonne pourraient être utilisés pour la tenue d'un *sit-in* sur la réforme de l'Université. C'est ainsi que l'occupation de la Sorbonne débute le 13 mai. ÉtudiantEs et travailleurs et travailleuses sont réuniEs pour se réapproprier l'espace universitaire et organiser la discussion autour des enjeux qui concernent l'université, mais également l'ensemble de la société. Quatre jours plus tard, l'occupation est dissoute en raison d'une démocratie directe étranglée par les bureaucrates.

Bien que le mouvement étudiant n'ait pas réussit à transformer, voire abolir, l'université ni à révolutionner l'ensemble de la société capitaliste, il a agit comme l'élément déclencheur autour duquel un mouvement social d'ampleur nationale s'est construit : dès le 14 mai, les ouvrierEs se joignent aux étudiantEs en occupant leurs usines et en formant des conseils ouvriers. Ils et elles en viennent à remettre en question et dépasser leurs propres représentants syndicaux dans leur radicalisme. À la fin du mois de mai, la France est littéralement paralysée par ses 10 millions de grévistes.

(suite de Grève générale illimitée)

Ne perdons jamais de vue que c'est d'abord et avant tout pour un monde viable que nous nous battons. Littéralement, pour la survie du monde. Pour de l'air frais, de l'eau potable et des aliments sains. Pour des rapports équilibrés et symbiotiques avec nos environnements. Pour la santé durable de nos familles et de nos communautés.

Tout ça est impensable, impossible, sans une rupture claire et nette avec la gestion capitaliste de nos vies. Vraisemblablement, cette rupture ne pourra s'opérer que par une solidarité sociale élargie et, notamment, par la participation hardie et déterminée d'une jeunesse lucide, instruite et informée. C'est pourquoi la libération de l'éducation est urgente et impérative.

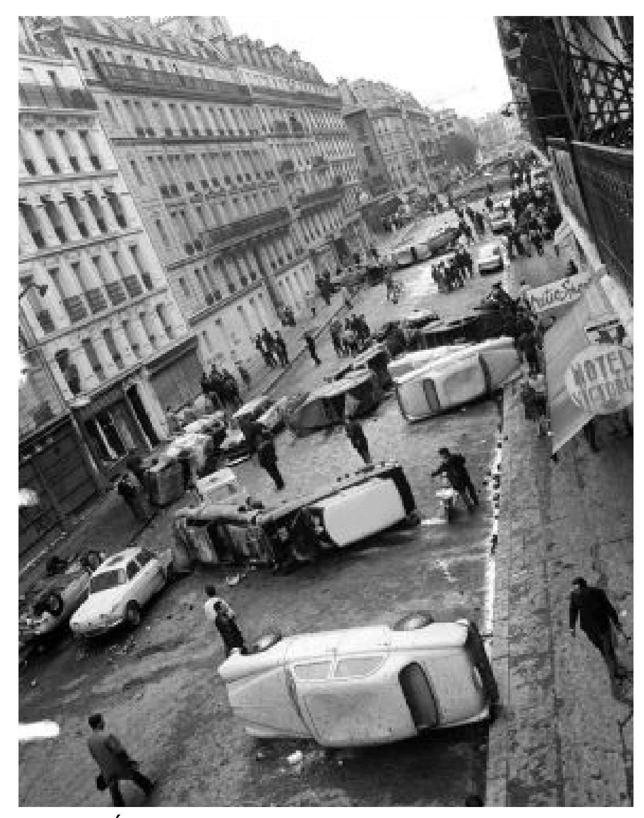
Donc, à savoir si le potentiel révolutionnaire du mouvement étudiant saurait se réaliser en 2012, la question reste ouverte... Une question plus pertinente serait peut-être de se demander pendant combien de temps encore allons-nous permettre aux hosties de crosseurs de l'économie et de la gestion capitalistes de détruire à petits feux tout ce qui nous reste, et tout ce qui nous reste d'espoir pour un avenir meilleur...

★CLAC-Montréal

En réponse à ces événements annonciateurs d'une insurrection, les syndicats, les patronEs et le gouvernement s'entendent sur les concessions permettant le retour au travail, des « miettes avec lesquelles la bourgeoisie et ses auxiliaires avaient compté payer la reprise du travail.[2] » Si plusieurs désiraient continuer la grève, le travail a été repris, secteur par secteur, à partir du début du mois de juin. À la fin juin, la grève était terminée, les travailleurs et travailleuses n'avaient presque rien obtenu et un gouvernement gardien de l'ordre établit avait été réélu. À travers leur défaite, René Viénet, membre de l'IS, estime qu'« ils [et elles] avaient affirmé à leur façon qu'ils [et elles] voulaient autre chose que des avantages économiques. Sans pouvoir le dire, sans avoir le temps de la faire, c'est la révolution qu'ils [et elles] avaient désirée.[3] »

Quelles leçons tirer pour le mouvement étudiant québécois?

Mai 68 constitue un exemple de lutte où étudiantEs et ouvrierEs se sont alliéEs dans l'optique de mettre fin aux sources d'aliénation de la société capitaliste. Bien que la société française de 1968 ne puisse être comparée à celle du Québec de l'an 2012, il est possible de s'inspirer des événements qui l'ont animée pour construire le présent mouvement autour d'un appel à l'élargissement de la lutte, à la généralisation *des luttes*. Une grève sociale à l'image de celle qui s'est produite en France est ici peu probable, étant donné les restrictions légales qui ne permettent aux syndicats d'entrer en grève qu'en temps de renouvellement de convention collective. Toutefois, c'est en dépassant le stade de la contestation de l'augmentation des frais de scolarité pour parvenir à une critique radicale et profonde de la société que les étudiantEs peuvent espérer rallier les autres acteurs sociaux à leur cause : prendre conscience du fait que le statut précaire des étudiantEs n'est pas différent de celui des autres victimes des *(suite à la page suivante)*



(Suite d'Éclairer les luttes par l'histoire)

mesures d'austérité d'un capitalisme qui, partout à travers le monde, a besoin de fonder la croissance économique sur l'assujettissement des peuples.

Comme en Mai 68, la grève générale qui s'annonce permettra à chacun et chacune de prendre le temps d'imaginer un monde autre; de reprendre possession de sa vie quotidienne pour s'investir dans la transformation de la société. Il s'agit ici de repenser la vision qu'on a de l'Université, de l'éducation et de la société dont nous sommes tous et toutes en train d'écrire l'histoire.

1- À ce sujet : Benoit Lacoursière, *Le mouvement étudiant au Québec de 1983-2006*, Sabotart, 2007.
2- René Viénet, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, p. 159.
3- René Viénet, p. 197.

Pendant ce temps au Québec

Au milieu des années 60, le mouvement étudiant québécois entre dans la modernité avec la fondation de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEC). La même année, soit en 1964, le Ministère de l'Éducation est créé et les cégeps le seront en 1967. Au printemps 1968, l'UGEQ se radicalise dans le contexte des révoltes étudiantes européennes et états-uniennes : les notions de décolonisation, d'anti-impérialisme et d'autogestion apparaissent dans le discours étudiant. En ce sens, les associations étudiantes appuient certaines luttes ouvrières et se prononcent sur des questions internationales telles que la Guerre du Vietnam.

Ce sont toutefois des revendications très pragmatiques sur les conditions de vie et d'étude de la masse étudiante qui mènent à la première grève générale à l'automne 1968 : la démocratisation des institutions, le gel des frais de scolarité, la réforme du régime des prêts et bourses, ainsi que la création d'une deuxième université francophone sont les principales idées mises de l'avant. Démarrée au Cégep Lionel-Groulx, cette mobilisation a impliqué l'occupation de cégeps et a permis de faire reculer le gouvernement de l'Union nationale. Le gel (qui va tenir jusqu'en 1990!) a été décrété, les prêts et bourses ont été améliorés et le réseau des Universités du Québec a été créé.

Malheureusement, l'UGEQ et d'autres associations seront dissoutes peu de temps après, ce qui exclura le mouvement étudiant d'une participation active lors des événements des années suivantes, tel le Front commun intersyndical de 1972. Par contre, la mobilisation de 1968 aura démontré le potentiel et la force de frappe du mouvement étudiant. Ce dernier aura imprégné les institutions post-secondaires de ses valeurs et de ses principes.

Action directe!

L'action directe a toujours fait partie des grèves étudiantes. Voici quelques exemples pour nous inspirer...

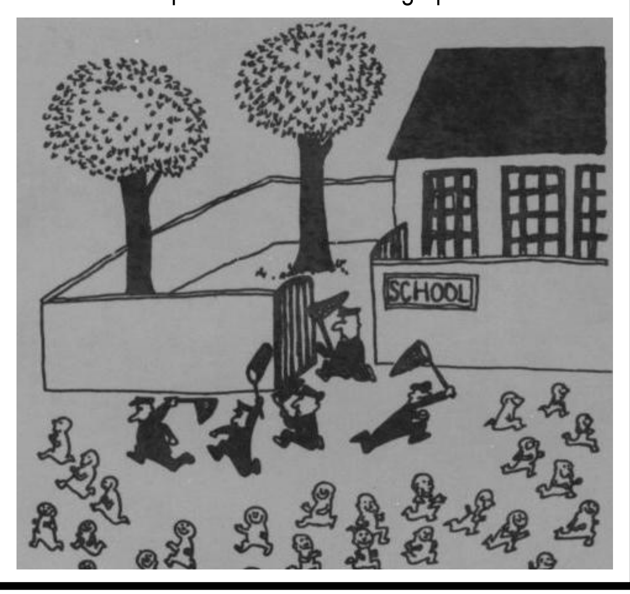
Le 14 avril 2005, une manifestation d'étudiantEs intitulée « sortons les poubelles » démarre à proximité du parlement, à Québec. Les organisateurs et organisatrices avaient en tête les manifestations précédentes et savaient très bien qu'une grande ligne d'anti-émeute allait les attendre. Ils et elles avaient prévu le coup et s'étaient levés vers 5h pour remplir un camion de sacs de poubelle. Avant le début de la manifestation, le camion rempli de sacs fut vidé sur les policiers anti-émeute, avant que la manifestation parte.

Les conseils d'administration sont toujours une bonne source de mauvaises décisions sur les campus universitaires. En 2006, des étudiantEs organisèrent un rassemblement musical, avec crécelles, saxophones et mégaphones une heure avant le début du conseil, empêchant la prise de décision sur la venue d'un supermarché sur le campus de l'université Laval.

Les écoles sont des lieux où la grande industrie se dissimule bien, par exemple, les cafétérias sont souvent gérées par des multinationales, telle que Sodexho, qui se spécialise dans la « gestion de service alimentaires non-compétitifs », soit les écoles, prisons et institutions modernes. En 2005, des étudiantEs organisèrent un « partez (party) d'adieu » pour la multinationale : ballounes rouges et noires, confettis, musique festive déferlèrent dans le concessionnaire alimentaire, qui a fermé ces portes 5 minutes avant l'heure du dîner cette journée-là. Bon départ!

Comment joindre l'utile au désagréable pour la racaille capitaliste? En 2004, des étudiantEs ont distribué de faux coupons rabais dans un centre d'achat. Ces coupons donnaient 10 cents de rabais sur l'essence dans une station service, située de l'autre côté du boulevard Laurier. Des policiers furent mobilisés pour contenir le flot de voiture tentant d'entrer dans la station service qui ne comprendra jamais...

Les occupations ont une grande valeur symbolique, mais les arrestations qui en résultent sont souvent malencontreuses. Heureusement, les temps de réponse des services de police sont assez longs pour laisser le temps de perturber le fonctionnement des bureaux et s'en sauver sans arrestation. C'est ainsi que des étudiantEs, en 2005, organisèrent un vernissage d'œuvres de Jean Charest dans les bureaux du Parti Libéral à Québec : de belles images de la pauvreté créée par le gouvernement furent affichées dans le bureau, pour qu'ils se souviennent qu'on s'en souvient.



Le fonctionnement de la ville repose sur un équilibre précaire : les banlieusards propriétaires d'automobiles ont un nombre de stationnements précis au centre-ville. Les routes sont construites pour permettre à ce nombre exact de voiture de circuler en direction de ces stationnement. Des étudiantEs de Québec ont ainsi bloqué un stationnement sous-terrain de 1000 espaces sous le complexe G en 2005, tentant de briser ce délicat équilibre.

The alphabet soup of the strike!

★**Rand formula:** The Rand formula is a Canadian Law adopted in 1946 underneath which workers are obliged to pay union dues no matter what their union status is. It applies to students as well, and therefore, all students pay dues to at least one student union.

★**FECQ and FEUQ:** Fédération étudiante universitaire du Québec (125 000 students) and Fédération étudiante collégiale du Québec (80 000 students). Born from a split of ANEEQ, these two student federations have been acting as unwanted "leaders of the student movement", having structures that permit decision making without student consultation. In 1996 and 2005 they were accused of backstabbing the greater student movement. They receive $2.50 from every student who is part of a student union under their umbrella.

★**TACEQ:** Table de concertation étudiante du Québec (65 000 students) was born from associations that de-affiliated from FEUQ after the 2005 student strike. It is believed that TACEQ is a secret supporter of FEUQ while pretending to be more democratic. One could say it is a division of the right wing of the student movement. TACEQ does not receive any money from students or student unions.

★**ASSÉ:** Association pour une solidarité syndicale étudiante (40 000 students) is a national association in which proposals can only be brought up in a general assembly of members of the presenting student union. To be a member of it, you have to agree with the base principles: free tuition, student autonomous self-management, feminism, education as a right and combative syndicalism etc.

★**CLASSE:** Coalition large de l'ASSÉ (enlarge coalition of ASSÉ). Strikes have always been organized by a mish-mash of student unions from multiple organizations above. To permit greater coordination in the strike, coalitions are organized in order to create a democratic strike mandate to determine when the strike should start, stop and create pan-Québec claims, etc.

★**GGI:** Grève générale illimitée or Unlimited general student strike. A strike is known to be unlimited when it doesn't have a fixed ending date, aside from "whenever the government backs down". The strike mandate is re-assessed in a General Assembly every week, but associations have been known to have strike re-assessment General Assembly's once every three or four days as well.



What's up with the student movement?

★**The Good**
Looking back at the beginning of the 2005 student strike, we're in a way better position now. ASSÉ has about 45 000 members, instead of 23 000, FEUQ suffered bitter rejection from two of its big associations and fell down from 170 000 to 120 000 members. CLASSE was formed a while back, and there are now 61 000 students that have a mandate supporting CLASSE principals. A strike enlargement committee is already formed. A floor of 20 000 students from 7 different unions, from 3 different campuses that would have joined the movement has been passed at the CLASSE General Assembly to begin the strike.

Direct actions have already been taken by students to put pressure on the government, as at least UQAM, Cégep de Ste-Hyacinthe, Cégep de Valleyfield and Cégep of Matane organized picket lines, preventing anyone from entering during the November 10th protest. Also, 35 000 GGI newspaper got distributed by ASSÉ.

★**The Bad**
FECQ and FEUQ still exist! The 2005 strike got interrupted by FEUQ, sending press release three days in a row saying "XXX students are going back to class as deal is struck between FEUQ and the government". The lie was a self-fulfilling prophecy after 8 weeks of strike because, unfortunately, mass media had a huge influence on hundreds of thousands of students.

ASSÉ is strong as its members, and it is sometimes hard to get radical positions voted inside it or solidarity with struggles outside of the student movement. Even though it has organized mass actions directed at economic disruptions, it is still not a broad based anti-capitalist organization. Although, attempts are being made (see box).

★**The Ugly**
The tuition hike of will reshape Québec. It would be a 75% increase in tuition that would prevent a massive amount of people from accessing university and it would transform education into a privilege for the upper middle class and above.

However, from a larger standpoint, the 2005 student strike won 103 million dollars, but failed to stop bill 51, which had for effect of transforming the government loans, to government backed bank loans, thus giving millions in interest to banks. Even though compensation plans have been proposed by the government to counterbalance the height with the Aide Financière aux etudes program, 80% would pay higher tuition without the stiff, bureaucratic loan and grant system. There is also a strong correlation between receiving money from the loan and grants system, and relying on private loans.

So the government is stealing from the students to make the banks richer. The enemy is twofold and we attack it as such, as the private sector is intervening in education as a puppet master of the government. We're happy that the students are fighting back. It is important however to use the strike as a way of informing students of the real issue: the greedy fucking bankers, and its state lackeys. And we need to be open about it because the people who can't afford tuition are most likely people from communities already marginalized by the capitalist, patriarchal, heterocentrist system we live in.

What has been done in the past is organization through affinity groups. There will be a lot that will need to be done during the strike, and if you can gather 5-10 trustworthy people, and focus on a couple of activities, such as being medics in the protests or doing social media outreach or putting out information sheets, you can be such more efficient and accountable than the hundreds of people at the strike councils, that are necessary as a democratic coordination tool, but not as a organizational platform. The goal is to keep focus on accomplishing something clear, to keep your original politics and to realize what you like to do - people are always better at doing what they like to do.

UQAM's Social sciences student union AFESH recently adopted a stance critical of the reasons behind the tuition hike, in which they address it as a consequence of a) the imperialist logic of international division of labor, b) the capitalist economic system that need to colonize new markets and c) as an attack from the dominant class. AFESH executive has been delegated to bring that position forward in the CLASSE congress so the other student unions will have to consult their members on the question. Getting 61 000 students to have discussions about capitalism is a good way to get people to start discussing the root of the problem, and we'd like to salute the initiative!

La soupe à l'alphabet de la grève!

★**Formule Rand :** La formule Rand est une loi canadienne adoptée en 1946. Elle s'applique aux syndicats de travailleurs et de travailleuses ainsi qu'aux associations étudiantes et elle oblige chaque membre de ces associations à payer leur cotisation, quel que soit le statut de leur association.

★**FECQ et FEUQ :** La Fédération étudiante universitaire du Québec (125 000 étudiantEs) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (60 000 étudiantEs) sont issues d'une division dans le mouvement étudiant entre les factions concertationiste et combative. Fondées au tournant des années 1990, elles ont agi comme des leaders indésirables, selon la frange plus radicale, entre autres parce qu'elles prennent des décisions sans consulter les étudiantEs qu'elles prétendent représenter. Elles sont connues pour avoir récupéré les mouvements de grève de 1996 et 2005. Elles reçoivent 2.50$ de chaque étudiant membre de l'une de leurs associations membres.

★**TACEQ :** La Table de concertation étudiante du Québec (65 000 étudiantEs) est née du regroupement d'associations étudiantes universitaires qui se sont désaffiliées de la FEUQ après la grève de 2005. Si plusieurs croient qu'elle suit les positions de la FEUQ, elle semble un peu plus démocratique et décentralisée. Elle ne perçoit pas de cotisation de la part de ses associations membres.

★**ASSÉ:** L'association pour une solidarité syndicale étudiante (40 000 étudiantEs) est une association nationale qui prône le droit à l'éducation, la gratuité scolaire, l'autogestion étudiante, le féminisme et le syndicalisme de combat. Elle s'oppose à la privatisation et la marchandisation de l'éducation. Les propositions apportées doivent préalablement avoir été adoptées par les membres des associations étudiantes locales.

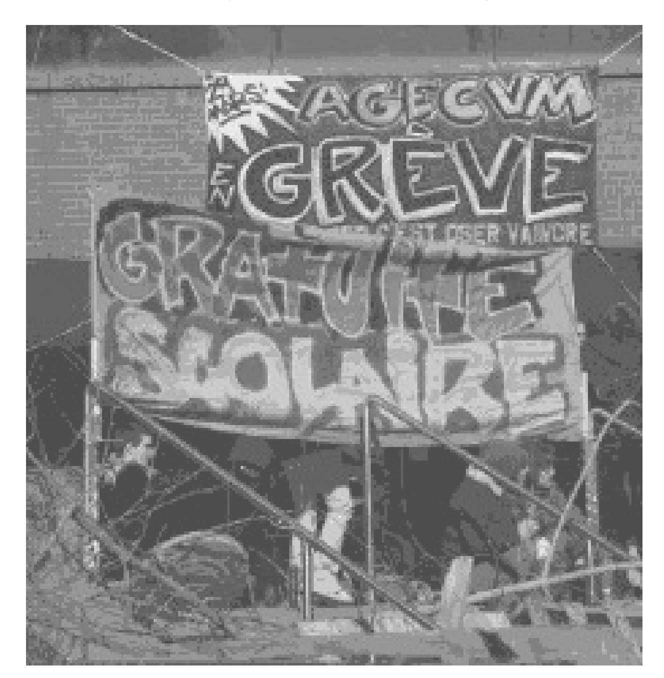
★**CLASSE:** La Coalition large de l'ASSÉ est une instance dont l'objectif est d'élargir les structures de l'ASSÉ à de nouveaux membres dans le cadre d'une lutte nationale. Étant donné la nécessité d'inclure des associations étudiantes membres des fédérations étudiantes dans le mouvement de grève d'envergure pan-québécoise, la coalition large a été mise en place pour coordonner le mouvement de grève.

★**GGI:** Acronyme courant pour signifier « Grève générale illimitée ». Une grève est illimitée parce que la date de fin n'est pas fixée au moment où elle est déclenchée, c'est-à-dire que des assemblées générales de reconduction ont lieu périodiquement (chaque semaine ou chaque 72h) pour décider démocratiquement si la grève se poursuit ou non.

Comment va le mouvement étudiant?

★**Le bon**
Par rapport au début de la grève de 2005, il semble que le mouvement actuel soit en meilleure posture. En effet la manifestation du 10 novembre dernier a réuni 30 000 étudiantEs alors que 200 000 personnes étaient en grève. Cette journée-là, plusieurs collégiennEs et universitaires ont organisé des lignes de piquetage pour bloquer leur institution.

La CLASSE s'est constituée à l'automne et des associations étudiantes, regroupant 61 000 membres, ont le mandat de consulter leurs étudiants pour participer à la grève générale sur la base des revendications nationales. Un comité d'élargissement de la grève a également été formé pour étendre la grève à l'ensemble du Québec, incluant les endroits moins conscientisés. Un plancher de 20 000 étudiants provenant de sept associations étudiantes de trois campus différents a également été adopté pour assurer que l'entrée en grève soit généralisée. Aussi, des actions directes ont été entreprises par des étudiantEs pour augmenter la pression et près de 35 000 journaux de grève générale ont été distribués. *(suite à la page suivante)*



L'association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH) s'est récemment positionnée en faveur d'une critique des logiques sous-tendant la hausse des frais de scolarité, soit comme une logique impérialiste de division internationale du travail, une attaque de l'élite et la conséquence d'un système économique capitaliste qui doit coloniser de nouveaux marchés. Cette position sera amenée au congrès de la CLASSE et les autres associations membres auront donc à se positionner sur la question. Il s'agit d'une excellente occasion d'amener 61 000 étudiantEs à discuter du capitalisme et à aller à la racine des problèmes. Nous tenons à saluer l'initiative!



(Suite de Comment va le mouvement étudiant?)

★La brute

La FECQ et la FEUQ existent encore! La grève de 2005 a été interrompue par la FEUQ qui a envoyé des communiqués de presse trois jours en ligne disant « XXX étudiantEs retournent en classe suite à la conclusion d'une entente avec le gouvernement ». Effectuée après 8 semaines de grève, cette manipulation du mouvement s'est avéré une prophétie auto-réalisatrice étant donné la portée des médias de masse. La récupération du mouvement étudiant par les fédérations étudiantes est encore possible et c'est pourquoi les étudiantEs devront redoubler de vigilance.

L'ASSÉ est aussi forte que ces membres, mais il est difficile que des positions plus radicales soient votées en son sein ou que la solidarité soit organisée avec d'autres luttes. L'ASSÉ n'est toujours pas officiellement anticapitaliste et ce, même après l'organisation de semaines de perturbation économique. Or, certainEs tentent de radicaliser les revendications de l'ASSÉ (voir l'encadré en page précédente).

★Le truand

L'augmentation des frais de scolarité aurait un grand impact sur le Québec. Il s'agit d'une augmentation de 75% des frais de scolarité qui bloquerait l'accès à l'éducation supérieure à énormément de personnes, et transformerait l'éducation en un privilège des classes aisées.

D'un point de vue plus large, si les étudiantEs ont réussi à en 2005 on a récupérer les 103 millions de dollars coupés par le gouvernement, la Loi 51 n'a pas été bloquée. Elle avait pour effet de transformer les prêts gouvernementaux en prêts garantis par le gouvernement, ce qui fait que les banques récoltent les millions de dollars d'intérêts de ces prêts. Même si le gouvernement propose des mesures de compensation dans le régime de l'Aide Financière aux Études (AFE) pour la hausse, 80% des étudiantEs continueraient à payer des frais de scolarité plus élevés sans bénéficier du bureaucratique et inhumain programme de prêts et bourses. Il y a aussi une grande corrélation entre l'obtention de prêts et bourses et le recours au crédit privé : les prêts et bourses ne donnent pas assez pour vivre.

Ainsi, le gouvernement vole les étudiantEs pour rendre les banques plus riches; le secteur privé intervient pour tirer les ficelles du gouvernement dans le domaine de l'éducation. Nous sommes heureux que les étudiantEs se rebellent, mais nous devons aussi utiliser la grève pour tenter de faire ressortir la source du problème : le capitalisme et ses laquais étatiques. Il faut être ouvert, car les gens qui peinent à payer leurs frais de scolarité viennent des communautés déjà marginalisées par le système patriarcal, capitaliste et hétérocentriste dans lequel nous vivons.

Les groupes affinitaires ont été utilisés au cours des grèves étudiantes précédentes. Un groupe de 5 à 10 personnes de confiance, qui se centre sur une activité, tel que fournir des soins d'urgence dans les manifestations, faire de la propagande dans les médias sociaux ou diffuser des annonces. Les petites réunions sont plus à même d'être efficaces et redevables que les conseils de grève et les assemblées générales, qui sont d'excellents outils de coordination démocratique, mais de piètres organes d'organisation. Il est donc important de se concentrer sur des tâches précises, de conserver ses positions d'origine et de s'activer dans les domaines que nous apprécions.



Queer perspectives on a student strike

As queer and trans* students, we affirm that the impact of tuition hikes on queer, trans*, and other sexual and gender minority people is always disproportionate. Although we share many of the same concerns as our fellow students of all backgrounds, genders, and orientations, we also believe it is important to recognize the unique ways in which queer and/or trans* students are affected by high tuition fees.

As a group, we are much more likely to suffer from strained family relationships or even total estrangement; seriously impacting our ability to pay for living expenses, let alone fees. We may be forced to choose between staying in the closet in order to be able to pay for school, and living our gender and sexual identities openly. Or we may not be lucky enough to have that choice, and simply be forced to scrape together our own expenses as best we can.

Additionally, due to a convergence of factors, queer and/or trans* people can expect to earn less over their lifetimes than our straight, cisgendered (not trans*) counterparts. So our loans, if we have them, will be more costly, and take longer to pay off.

Thirdly, for many of us the university is a safe(r) space — sometimes one of the few in our lives. Although universities are by no means perfect in combating homophobia or transphobia, they offer many resources to queer and/or trans students, not least of which is a home away from home. Universities also rank highly in terms of providing services and benefits to their queer employees. However, in order to access academic jobs, one must first have access to education.

Finally, although we speak here as queer and trans* people, let us not forget that many of us also experience other forms of oppression, including racism, ablism, sexism, classism, undocumented status, and the myriad other axes along which kyriarchical capitalism acts.

Because of these facts, we stand against the proposed tuition hikes and for free education for all. Moreover, our stance as an organization dedicated to fighting all forms of oppression places us firmly in solidarity with other marginalized groups who are similarly affected by tuition hikes — and by the existence of tuition fees at all.

And yet, as students across the province begin to move toward a general unlimited strike, we urge caution. We hear rhetoric around inclusion and accessibility for all, but we see a movement dominated by straight, white, able-bodied, cisgendered men for whom the harmful consequences of a strike are relatively low. **We caution that a student movement which does not centre the experiences and perspectives of marginalized people risks alienating and further marginalizing the very people it seeks to help.**

As students who cannot rely on their family's financial help, finishing the semester late cuts back on our ability to earn money over the summer. Let us pool our resources for food servings and solidarity funds! As students whose only safe space is located on campus, picket lines impede our ability to feel validated in our identity. Yet strikes can also re-make spaces for new, creative forms of community. Let us explore together the queer potential of the radical spaces we reclaim. As students whose gender presentation makes us vulnerable in case we are arrested, some forms of protest and direct action are particularly dangerous. Let us create a movement that fosters a respect for, and a proliferation of, diverse tactics. Straight, white, cisgendered, abled men are taught to speak loudly and take up space. In meetings where their voices are the only ones heard, queer people become disenfranchised and excluded. You cannot count on our participation simply because our end goals are the same.

To be strong, our movement must be united. As we work to build a powerful and lasting student movement, we call on our allies to actively seek out and include queer perspectives in every step of planning, action and, ultimately, building a better educational system.

★The Queer McGill Political Action Working Group is a semi-autonomous body that serves to further Queer McGill's anti-oppressive mandate



Trans* refers to transgendered, transvestites, transsexual and transitionning people. It refers to all people those whose gender identity differs from the social expectations for the physical sex they were born with, wether they are or not currently actively transitionning from a gender to another.



Les tranchées (ou retranchement des) féministes de la lutte étudiante



L'éducation a joué un rôle dans l'émancipation des femmes qui n'est plus à prouver. En plus de permettre aux femmes une émancipation économique, en ayant l'éducation nécessaire pour exercer un métier, l'éducation a habilité les femmes à théoriser leur oppression et à prendre conscience de leurs conditions de vie et de la spécificité de leurs oppressions. Ainsi, l'éducation et la lutte pour ce droit ont été, et continuent d'être, des aspects importants de la lutte féministe.

Plusieurs principes, ayant historiquement été les moteurs de ces deux mouvements, se rejoignent sur les questions de l'égalité d'accès, de l'universalité des droits et de la dénonciation d'un système global structurant les inégalités sociales. Cela explique, entre autres, que de nombreuses féministes appuient et prennent part aux luttes étudiantes. En raison de ces liens et rapprochements entre les principes de bases des deux mouvements, il est possible de croire que les militantEs des milieux étudiants sont forcément féministes ou adoptent une analyse féministe. Est-ce réellement le cas? Dans quelle mesure le mouvement étudiant soutient-il et intègre-t-il dans ses pratiques les luttes féministes et les militantes qui les portent?

Plusieurs associations étudiantes locales et l'association nationale qu'est l'ASSÉ[1] se revendiquent ouvertement féministes dans leurs règles de base, positions et structures. Néanmoins, il n'en découle pas des pratiques forcément en accord avec ces principes. Au sein du mouvement étudiant, les féministes ont souvent la vie dure et doivent lutter au quotidien, non seulement contre le patriarcat encore présent dans plusieurs aspects du système d'éducation, mais aussi contre les traditions discriminatoires institutionnalisées au sein même des associations étudiantes. Les enjeux de ces discriminations et des inégalités de genres, lorsqu'ils ne sont tout simplement pas oubliés, se voient parfois minimisés, remis à plus tard ou même dénigrés. Pour pallier à ce problème et afin de réserver des espaces de réflexion, d'action et d'analyses féministes dans le milieu étudiant, différentes stratégies sont appliquées de manière statutaire (point Femmes statutaire à l'ordre du jour des congrès, espace dédié à des articles féministes dans des journaux étudiants, tours de parole en alternance hommes/femmes, etc.) ou occasionnelle (tenue de caucus non mixtes, micros hommes/femmes, etc.). Ces mécanismes ouvrent à des débats et à des réflexions qui traitent des questions de genre, sans toutefois garantir les discussions. Des féministes qui désirent mettre de l'avant ces outils doivent se justifier continuellement et défendre leur utilisation, quant à des résistances et des traitements discriminatoires. Il suffit de penser à la division sexuelle du travail militant[2] pour comprendre que le mouvement étudiant n'est pas un lieu exempt de sexisme et de machisme.

Malgré le portrait sombre brossé précédemment sur l'accueil réservé aux féminismes dans le mouvement étudiant, les mouvements ne sont pas incompatibles. En effet, si les luttes féministes n'étaient pas aussi souvent subordonnées aux luttes étudiantes et instrumentalisées par celles-ci, elles gagneraient à s'alimenter les unes les autres. En effet, le mouvement étudiant est un lieu de politisation et c'est pourquoi c'est souvent par l'entremise de ce dernier, de même qu'à travers les difficultés vécues à l'intérieur de celui-ci, que plusieurs femmes réalisent l'importance du féminisme. Certaines d'entre elles se sont reconnues féministes grâce à leur militantisme étudiant, tandis que d'autres y ont affiné leurs connaissances et pratiques féministes. Les luttes féministes peuvent être soutenues par le mouvement étudiant par la mise de l'avant d'une analyse féministe des enjeux liés au mouvement étudiant, par la reconnaissance et l'autocritique de ses attitudes et comportements sexistes et machos, ainsi que par la mise en place d'outils pour les diminuer.

Être féministe et s'impliquer dans le mouvement étudiant comporte son lot de contradictions ; le mouvement étudiant, comme plusieurs mouvements sociaux, est marqué par le patriarcat de la société dans laquelle il s'inscrit. L'application de l'analyse féministe en son sein implique donc beaucoup de heurts. Afin de pouvoir s'engager en les minimisant, plusieurs féministes se regroupent en non-mixité, tandis que d'autres se sentent plus à l'aise en groupes mixtes. Les possibilités d'implication sont nombreuses : elles peuvent se concrétiser dans des comités femmes et féministes de même qu'à l'intérieur des structures des associations étudiantes, dans des comités militants autres ou en groupes autonomes ou en dehors des structures des associations étudiantes pour y amener une dimension féministe. Cette indépendance des structures formelles peut être privilégiée pour éviter un contrôle ou une appropriation des initiatives féministes par le mouvement militant étudiant et pour s'ancrer dans une culture organisationnelle et un contexte autre.

De tels groupes autonomes existent, pensons notamment au comité Femmes GGI[3] de l'UQAM et celui de l'AGEFLESH[4]. Par la valorisation de l'implication féministe, ces groupes autonomes sont souvent des milieux plus inclusifs et propices au militantisme de femmes, qui n'envisageraient pas de s'impliquer au sein des structures formelles du mouvement étudiant. En bref, ces lieux permettent l'apprentissage et le militantisme dans des espaces moins protocolaires et possiblement moins axés sur une vision virilisée des luttes étudiantes (combat contre la hausse des frais de scolarité, valorisation supérieure du brasse-camarade et de certaines tâches socialement considérées comme typiquement masculines, etc.).

En somme, féministes et étudiantes de tous les horizons, c'est à vous de faire en sorte que les mobilisations étudiantes à venir n'aient de vos principes pas que l'apparence, mais également le vécu. Faisons de cette grève, une grève générale illimitée féministe!

★ Des militantes étudiantes féministes



1- Association pour une solidarité syndicale étudiante
2- Cette division met en opposition des tâches d'avant plan (communication, mobilisation, actions directes), généralement exécutées par des hommes, et des tâches plus invisibles (cuisine, classement, écriture), généralement exécutées par des femmes. Cette division s'inscrit aussi au sein du machisme et du paternalisme ambiants envers l'implication féministe (par exemple, les tentatives de contrôle des comités femmes).
3- Grève générale illimitée
4- Association générale étudiante de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Sherbrooke

Building Common Struggles for Decolonization

While the student movement in Québec is gearing up to contest the tuition increase being imposed by the Liberal government, those of us coming from an anti-capitalist perspective know that it is not enough oppose the tuition hike alone, but that we must also seek to dismantle the broader social systems that oppress people here and around the world. From this perspective, it is necessary to address the reality that we live on stolen land. The settlement of Québec and Canada were made possible by the dispossession and genocide of Indigenous peoples, which continues today, and which is being actively resisted by Indigenous nations across Turtle Island. We need to build an anti-colonial analysis and practice into our social movements, in order to act in solidarity with Indigenous struggles and work towards decolonization.

Within Indigenous communities today, people are still experiencing and fighting against the exclusionism, exploitation, domination, and violence of Canadian colonialism. The Wet'suwet'en nation is opposing the pipelines carrying Tar Sands oil to the Pacific Ocean. Barriere Lake Algonquins are resisting mining and logging on their territories, as well as colonial governance structures that the Canadian government is forcing on them. Mohawks in Kahnesatake are opposing a radioactive niobium mine that will poison the groundwater. These are only a few of dozens of communities across the continent struggling for dignity and the defense of their traditional territories and cultures.

Those working within the student movement must be aware of the historical role of Canada's education system. This role has been to train 'citizens' who will reproduce the colonizing institutions and capitalist infrastructures that have been working to alienate Indigenous people from their lands, resources, and traditional social structures, and to relegate them to the disenfranchised classes of colonial society. These colonial roots of institutional education in "Canada" are horrifically demonstrated in the history of the Residential School system, which sought to assimilate Indigenous youth by forcing them into boarding schools where they were abused for speaking their own languages, denied the opportunity to learn or practice their own cultures and spiritualities, and only "educated" to do menial labour. This system left legacies of trauma and abuse for its survivors.



Meanwhile in settler society, school children are taught false histories that gloss over the realities of dispossession and genocide. Universities serve as a point of entry into the educated middle class, as well as a site for research aimed at bolstering corporate profits and military strength. If participants in the student movement seek to alter the structures of post-secondary institutions in favour of better access to education, they have a responsibility to recognize that the system itself thrives at the expense of Indigenous communities resisting colonization.

From within this colonial reality, the student movement can choose the path it wants to take. For those who choose the path of lobbying, numbers games, and liberal sensibilities with no critique of the underlying power relations, the student movement can uphold a defense of the privileged status of the middle class and complicity in capitalism and colonialism. On the other hand, any movement that wants to challenge and overturn the current social order needs to forge links with other social movements.

One clear result of the corporatization of universities is that corporate interests play an ever-increasing role in the governance of universities and education policy. The boards of directors at universities are riddled with CEOs from the financial and mining industries. The politicians that are claiming that Quebec universities are underfunded are busy funneling $80 billion into Plan Nord, and the wholesale ecological destruction that comes along with it. Many of the individuals and institutions that are working to sentence a generation of would-be students to debt or exclusion from the education system are also directly involved in furthering the colonial project through resource extraction on traditional territories. By working together and learning from Indigenous communities, challenging colonial power dynamics, and identifying values and struggles we have in common, we can use our social movements to build common struggles alongside Indigenous people resisting colonialism.

Within the struggle against and tuition hikes and austerity, there is ample reason to critique the more complex structures of this colonialist-capitalist system, and to look beyond just the motivation of more accessible education, to consider how the education system functions within larger frameworks of social and economic injustice. Decolonization of our social movements involves recognizing and working to dismantle all systems of oppression, such as white supremacy and heteropatriarchy, and finding ways to balance the power in our relationships with one another. We also have to reconstruct the way settlers relate to the land and resources of Turtle Island, to respect Indigenous peoples' right to their relationships with the land, but also to ensure that the land and resources will continue to sustain the coming generations. We cannot build these relationships within the framework of this capitalist, statist system. But we'll have to struggle for the end of *all* systems of domination, if we want to decolonize together.

★The Anti-Colonial Solidarity Collective

Quels liens entre les luttes écologistes et les luttes étudiantes?

Les étudiantEs QuébécoiSEs luttent présentement contre la hausse des frais de scolarité. Pour plusieurs, cette lutte est menée dans une perspective de gratuité scolaire, car elles et ils contestent l'économie du savoir, la privatisation de l'éducation et sa marchandisation.

Les écologistes, quant à elles et eux, luttent entre autres contre des mégaprojets liés aux sables bitumineux et au transport des produits pétroliers qui y sont rattachés, contre l'exploitation des ressources naturelles dans le Grand Nord québécois, contre l'exploitation des gaz de schiste. Elles et ils contestent la pensée unique articulée autour de la croissance économique infinie. Celle-ci engendre l'idée que l'humain doit dominer la nature, qui n'est utile que lorsqu'elle offre des « services environnementaux », en d'autres mots, lorsqu'elle est transformée en marchandise[1].

Voilà donc un des liens fondamentaux entre les luttes étudiantes et les luttes écologistes : leur tentative commune de rejeter et de renverser le processus de marchandisation du monde propre au développement du capitalisme. En effet, une des dynamiques fondamentales du système économique capitaliste est la tendance à transformer tous les pans de l'existence, humaine et non humaine, en marchandise. Cette dynamique est fondée sur la nécessité du capitalisme d'être en expansion constante. En effet, la compétitivité entre les investisseurs les pousse à maximiser leur retour sur l'investissement, à maximiser leurs profits et à accumuler toujours plus de capital pour demeurer dans la course économique. Ces processus encouragent certes l'innovation et permettent une panoplie d'améliorations techniques, mais ils sont également responsables de bon nombre d'effets néfastes. Plutôt que de mener au progrès des sociétés, l'innovation, à la façon dont elle est orientée dans les sociétés capitalistes, constitue trop souvent une fuite vers l'avant des risques et dangers auxquels nous *(suite à la page suivante)*



(Suite de Quels liens entre les luttes écologistes et les luttes étudiantes?)

faisons collectivement face. La production même de marchandises, quant à elle, est inéluctablement liée à un processusde destructionde la biosphère,d'exploitation des travailleurset travailleuseset donc de marchandisationdu vivantcommede toutela viesociale.

Pour revenir à la marchandisation, elle dénature toutes les choses du monde pour les transformer en nul autre que marchandise. Une marchandise n'a de valeur qu'à travers la valeur d'échange (quantitative) qui y est liée, détruisant, supprimant toute valeur intrinsèque (qualitative)[2]. Un tel phénomène est observable en ce qui a trait à l'éducation et à la biosphère, mais également à l'art, l'amour, la nourriture et ainsi de suite. Transformer une chose en marchandise, c'est détruire toute sa profondeur, sa complexité, sa beauté, et n'y voir qu'une valeur économique, un montant d'argent. La montagne ne devient utile que si celle-ci peut générer des fonds par la marchandisation de la marche en plein air, ou si elle contient en son sein des minerais utiles à l'industrie. L'éducation, de la même manière, n'a de valeur que si elle produit des individus plus utiles pour les entreprises. *Exit* l'intérêt de la culture générale, de la capacité réflexive, de l'épanouissement intellectuel… On parle plutôt de mise en valeur de capital humain, de développement de compétences pour le marché du travail.

Au fil du temps, les gouvernements sont devenus, non seulement les complices de cette marchandisation du monde, mais les acteurs de premier plan. Cela se produit en éducation, où les gouvernements transforment les institutions d'éducation publiques pour qu'elles adoptent des pratiques propres à l'entreprise privée, en orientant les programmes d'éducation en fonction des besoins du marché plutôt que dans une perspective d'accès égal et équitable à l'éducation pour en améliorer le niveau général. C'est également ce qui se passe en environnement. Au Canada, le gouvernement est l'acteur central du développement de l'industrie des sables bitumineux et il critique de manière virulente tous les opposants et opposantes de cette exploitation. Qui plus est, on dénote une fusion de plus en plus claire entre les lobbies des grandes pétrolières et les différentes ramifications du gouvernement, ainsi qu'une réelle stratégie de propagande antiécologiste.[3] D'ailleurs, les mêmes circonstances se reproduisent au Québec, alors que le gouvernement est le promoteur officiel des entreprises minières et pétrolières; celles-là mêmes qui désirent piller les ressources naturelles du sous-sol québécois, qui sont dépourvues de vision à long terme et expriment un total je-m'en-foutisme quant à la santé des écosystèmes et des communautés influencées par leurs actions.

Un profit immédiat peut être réalisé à travers la marchandisation de ces divers pans de la vie. Si les actionnaires exigent une maximisation du profit, les entreprises agissent selon les lois fondamentales du système capitaliste, et ce, à tout prix. Après nous le déluge, mais qu'importe : avant le déluge, les profits!

1- Sur l'incompatibilité entre capitalisme et environnement : Magdoff, F., & J. B. Foster, 2011, *What Every Environmentalist Needs to Know about Capitalism*, Monthly Review Press.
2- Il s'agit de la thèse classique de Marx dans Le Capital
3- Pour plus de détails : http://bit.ly/yIdxQW
et http://bit.ly/xo6kJj

Solidarity Between Students and Striking Workers Challenges Status Quo at McGill

On the first day of the fall 2011 semester, things at McGill University were not business as usual: 1,700 support employees began a strike that would end up lasting almost four months. Every student knew somebody in MUNACA (McGill University Non-Academic Association) , whether it be a co-worker, librarian, or departmental receptionist, so right away McGill students began to mobilize and show solidarity with the striking workers.

The administration's attitude towards MUNACA quickly became hostile, starting with a court-ordered injunction that severely limited MUNACA's right to picket near campus. Students responded by stepping up their pressure. One of the biggest demonstrations protested the injunctions and ended at the campus gates with students picketing where MUNACA couldn't. Students brought the voices of MUNACA inside campus by demonstrating loudly at Senate meetings and outside the administration building and professors got involved by offering time in their classes for students to hold teach-ins about the strike. During a speech by McGill's principal at a Chamber of Commerce meeting, students and MUNACA members worked together to disrupt the event. Collective actions and demonstrations were a constant feature on campus throughout the fall; students were willing to show up day after day to show their support for members of the McGill community.

The hardest work during the strike was unquestionably done by the dedicated MUNACA members picketing through the heat, cold, and rain, but people inside campus were willing to sacrifice as well. Several student workers and even some professors refused to cross picket lines. With no strike fund to rely on, these students went without wages and some lost their jobs, and professors who tried to teach class off-campus were threatened with a loss of pay.

With student solidarity getting more and more visible on campus, some students began facing censure from the McGill administration for supporting MUNACA. One was denied entry to a career fair because he refused to remove his green MUNACA pin. More problematic, three students were charged with a serious violation of the Student Code of Conduct following a peaceful demonstration on campus. The charges were eventually dropped, but these students experienced unnecessary stress for their display of solidarity.

Tensions reached a breaking point after a Quebec-wide student demonstration about tuition increases on November 10th, when 14 students occupied Principal Heather Monroe Blum's office. The administration's heavy-handed response to the MUNACA strike was a major grievance of the occupiers. Students all over campus were indignant at the disrespect the McGill administration showed towards campus workers and angry that students who expressed solidarity on campus had been harassed by security guards, filmed during demonstrations, and threatened with disciplinary actions.

Before the strike, organizing an occupation and such large demonstrations would have been difficult, but the strike changed the political climate on campus. Solidarity between students and workers challenged McGill's reputation for a conservative and apathetic student body, and brought the administration's contempt for the campus community to light.

When MUNACA ratified their new collective agreement and ended the strike in December, students organized a welcome-back event to show solidarity wouldn't stop with the resolution of the strike. There's still a lot to do, however. Tuition hikes threaten to further privatize and corporatize this university. The strike brought the McGill community together, but students, faculty, and staff need to continue working to oppose attacks on working conditions and university accessibility at McGill.

★**Association of McGill University Support Employees (AMUSE)**



Photo : Jaime dos Reis

La grève étudiante en Colombie fait échouer la réforme!



La grève étudiante de 2011, en Colombie, a mobilisé plus de 500 000 étudiantEs universitaires. En suspendant leurs cours durant près de 4 mois (septembre à décembre) et en manifestant massivement avec un appui significatif de la population du pays, que ce soit de la part de leurs familles, des travailleuses et travailleurs, des élèves du secondaire, des étudiantEs d'instituts techniques et professionnels et des autres corps universitaires, les étudiantEs ont poussé le gouvernement à retirer le projet de réforme de la loi sur le financement de l'éducation. Les étudiantEs ont également obtenu la promesse de la mise en place d'un espace pour discuter et élaborer eux-mêmes une réforme à l'image des besoins réels, où les étudiantEs, les professeurEs, les employéEs et les cadres administratifs auraient leur mot à dire.

Pour bien comprendre la grève, il faut savoir ce qu'est la loi 30 et ce que proposait sa réforme. Élaborée en 1992, la loi 30 régulait le financement de l'éducation offert par l'État. L'ancienne ministre de l'éducation disait déjà, en 2009, qu'une réforme de la loi 30 serait nécessaire; c'est la ministre actuelle, Maria Fernando Campo Saavedra, une femme avec une formation en commerce choisie pour «mieux gérer» l'éducation, qui la formulera et la présentera en 2011.

La réforme annoncée voulait changer le mode de financement de l'éducation pour le soumettre aux recommandations de la banque mondiale. Le gouvernement prévoyait un investissement de 8,3 millions de dollars environ, pour créer du même coup 640 000 nouvelles places sur les bancs des universités. Cet investissement, à première vue important, déguise le fait qu'au terme de cette réforme le financement par étudiantE aurait été inférieur à celui qui est actuellement attribué. Le ministère de l'éducation planifiait également imposer aux universités de se trouver plus de financement du secteur privé, en plus de mettre en place un système gouvernemental de prêts soutenu par des banques pour remettre le reste de la facture aux étudiantEs. Les frais des études universitaires auraient augmenté, causant plus d'endettement étudiant. Il fallait penser également à créer 21 500 postes d'enseignement pour que cette réforme permette que l'éducation supérieure soit de bonne qualité, ce qui n'était pas prévu dans l'investissement gouvernemental.

En résumé, l'université souhaitée par cette réforme aurait été une entreprise offrant des diplômes accompagnés d'une formation de basse ou moyenne qualité, produisant de la main d'oeuvre appropriée aux besoins des compagnies privées, nationales ou multinationales, et au contexte néolibéral de la mondialisation.

Il faut savoir que l'éducation supérieure en Colombie n'est pas facilement accessible: généralement, les universités publiques demandent aux étudiantEs de passer un test d'admission qui est souvent trop difficile pour les étudiantEs qui n'ont pas étudié dans un collège privé. Il faut dire que la demande est beaucoup plus élevée que le nombre de places disponibles. Plusieurs doivent donc s'endetter auprès des banques pour accéder aux universités privées qui sont excessivement chères. D'ailleurs, il est pratiquement impossible d'accéder à l'université publique pour les étudiantEs sans appui financier, les horaires de cours ne permettant pas de concilier travail et études. Le taux de décrochage au niveau universitaire est, par conséquent, élevé et est très souvent associé au manque de fonds ou aux dettes.



Par rapport au mouvement étudiant, ce sont plusieurs années de travail concerté qui ont permis de donner naissance à un mouvement uni contre la réforme et ayant des revendications communes. Depuis 2009, des espaces de mise en commun des idées, de partage et de formation ont été mis en place à l'échelle nationale, réunissant des étudiantEs faisant partie d'associations locales ou nationales issues d'écoles de pensée différentes. En 2011, il a donc été possible de réagir rapidement à l'annonce de la réforme. Une entité réunissant les principales associations étudiantes, la MANE (trad. Table large nationale étudiante) a formulé les revendications minimales de la grève: un financement garanti par l'État, l'éducation prise en charge en tant que droit et non comme une marchandise, le fonctionnement démocratique des universités, une éducation supérieure autonome par rapport aux traités de libre-échange et la favorisation des chaires de recherches à intérêt social.

La grève n'a pourtant pas été, comme elle pourrait le paraître, un scénario idyllique; nous rappelons la mort de Jan Farid Cheng Lugo, assassiné par la police le 12 octobre dernier lors d'une manifestation dans la ville de Cali, en plus de l'usage répété de violence physique de la part de la police et de l'ESMAD (anti-émeute), l'usage de grenades de dispersion, d'explosifs, de gaz lacrymogène et de gaz poivre. Dans le contexte politique colombien, il est fréquent de la part des autorités d'accuser gratuitement les étudiantEs d'être des membres de l'insurrection, utilisant ce prétexte pour justifier la répression agressive contre le mouvement.

Bien que le gouvernement ait retiré son projet de réforme, la lutte n'est toujours pas gagnée. Les étudiantEs cherchent présentement à se concerter pour élaborer des améliorations du système d'éducation qui soient à leur image, mais aucune date n'a encore été fixée. Le dossier est donc à suivre au cours des prochains mois, tandis que le futur de l'éducation colombienne est encore en jeu.

Références (en espagnol seulement) :

http://bit.ly/z1plXL
http://bit.ly/zVhjfb
http://bit.ly/o1bqRE
http://bit.ly/AitFPD



The Rise of the Right on Campuses

In the larger political arena as well as locally, the last several years have been marked by neoliberalization, privatization, and an increasingly able and emboldened Right. The impact on grassroots organizing around social justice issues has been heavy, and on campuses across the country, progressive groups have been facing increasingly aggressive attacks from conservative forces. Public Interest Research Groups, or PIRGs, have been often at the centre of it. It makes sense: PIRGs are some of the only long-standing campus-based social justice institutions, and are central sites of Palestine organizing.



QPIRG McGill was the first of the PIRGs in Canada whose opt-outs (the mechanism by which students can get a refund for their fee) were placed on-line by a university administration. Shortly thereafter, a highly strategic campaign, organized by Conservative McGill, Hillel, and a few front groups, was launched in 2007, specifically targeting QPIRG. The campaign's explicit goal was to encourage McGill students to opt-out of the $3.75 fee per semester on-line, while the implicit aim of this campaign was clearly to delegitimize and defund this type of institution on campus. Tactics have ranged from claiming we support terrorism, to encouraging students to buy beer and pizza instead of funding us.

The effect of such a campaign has been astonishing. While the financial impacts have been felt heavily at QPIRG McGill (we lost over $20,000 in opt-outs last year), the burden on our organization to defend ourselves against libelous attacks has been the biggest drain. Staff and board alike have been forced into a position of working non-stop to defend ourselves on campus rather than actually being able to carry out the work we are mandated to do. Their tactics have pushed us from being a social justice organization with stable funding, into what is now unknown territory, where we are not sure from one semester to the next what kind of funding we will have, what attack is coming next, and whether or not we can keep going in this climate.

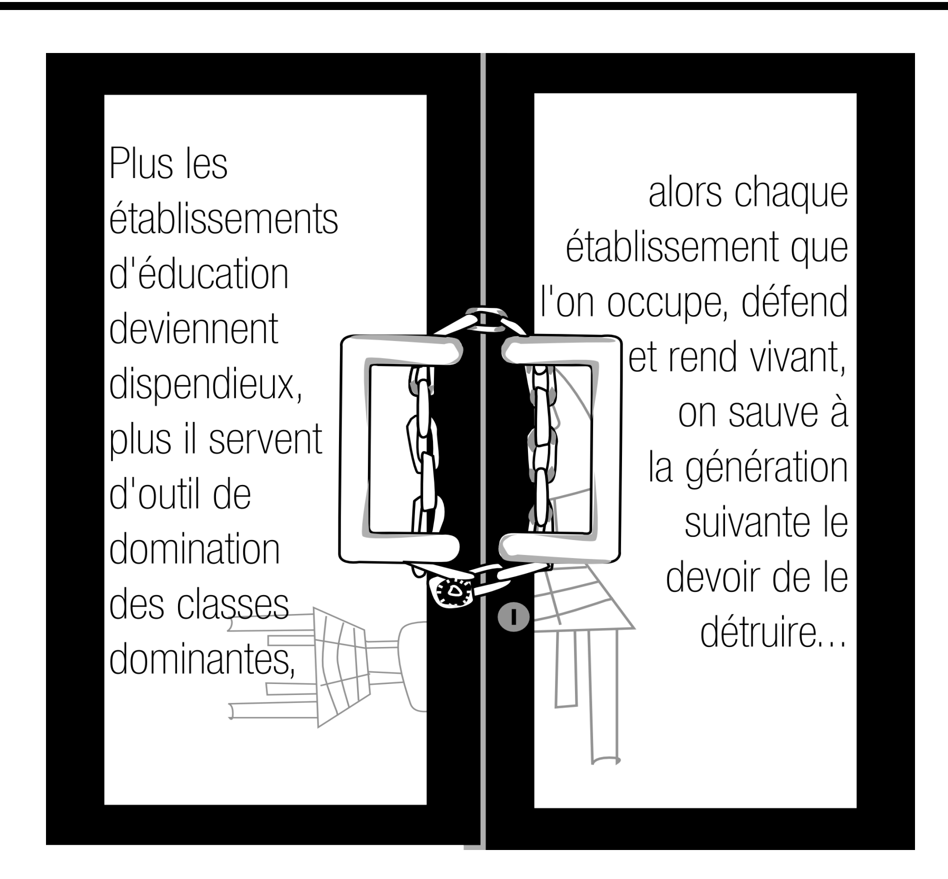
At McGill over the past five years, we have watched the Administration crack down on students and workers: the shutting down of Architecture Cafe, McGill's last student run food service; attempting to evict the campus sexual assault support centre from their space; shutting down the prayer space available to Muslim students; their constant antagonism against workers during the MUNACA strike and negotiations; similar de-funding tactics against CKUT, the campus radio station; and the Administration's decision to call riot police during the demonstrations against tuition hikes this past November.

Furthermore, the campaign at McGill is certainly part of a larger strategy by conservatives across Canada to de-fund and delegitimize these kinds of institutions. Audio files leaked in 2009 exposed members of the Ontario 'Progressive' Conservatives of Canada (OPCCA) training young Conservatives in strategies aimed at de-funding groups such as QPIRG. According to the Wikileaks article regarding the Ontario Conservatives, "the OPCCA is attempting to covertly influence the political climate of Ontario's university campuses".

In an exposé by McGill students Kristin Li and Niko Block about this campaign on the part of the conservatives to shut down PIRGs across Canada, they highlight similar attacks on PIRGs in Halifax, Waterloo, Vancouver, Kingston, and Ottawa (http://www.mcgilldaily.com/2011/01/the-anti-pirg-campus-conservative-conspiracy/). While the focus of these attacks tends to be against those organizations taking a critical stance against Israel, we have also witnessed an organized young generation of conservatives who are ready, willing, and able to fight against the Left by any means necessary.

In the midst of funding cuts to post-secondary education and increased government austerity measures, university campuses are becoming increasingly antagonistic places for progressive, let alone radical, organizing. The road ahead in some ways is not looking so positive, with governments and corporations (read: universities) in cahoots to raise tuition and decrease public education funding, alongside increasingly organized conservative students who will go to any length to quash radical organizing on campuses. But there is one, albeit strong glimmer of hope: students are getting pissed off-- whether about the inaccessibility of their education or about the seemingly endless attacks on progressive student organizations-- and they are organizing.

★Anna Malla, Internal Coordinator, QPIRG McGill
& Kira Page, Board Member, QPIRG McGill





Vous aimez le journal de la CLAC-Montréal: Abonnez-vous !

Vous désirez recevoir le journal de la CLAC à chacune de ses parutions? C'est maintenant possible ! Nos tarifs sont les suivants (on vous les poste à la grandeur du Canada, ou en becyk à Montréal !):
- Groupes: 20-50$ par année pour les 2-3 journaux que l'on sort cette année-là, pour 5-10 exemplaires chacun. Faites nous savoir combien vous en prendriez.
- Individus: 5-20$ par année pour les 2-3 journaux que l'on sort cette année-là, pour un exemplaire.

Envoyez nous un chèque au nom de "Convergence des luttes anticapitalistes" au QPIRG Concordia (CLAC), 1455 Maisonneuve Ouest, Montréal, Québec H3G 1M8.

Où trouver le journal de la CLAC ?
Nous avons plusieurs points de distribution, notamment: l'AFESH-UQAM, l'Insoumise, le DIRA, le QPIRG Concordia.
Y'en n'a pu ? Envoyez-nous un courriel à info@clac-montreal.net, on va trouver quelqu'un pour vous en livrer ou nous vous ferons parvenir une copie électronique !

Le journal de la CLAC-Montréal est enregistré au bureau des ISSNs du gouvernement canayen au nom de Coup et l'ISSN est 1927-6737.

On imprime **3000 exemplaires** de ce numéro.

La CLAC tient à remercier le QPIRG-McGill, le QPIRG-Concordia, l'AFESH, le Comité des sans-emplois Montréal-Centre et l'Association des ÉtudiantEs en Sociologie premier cycle (UQAM) pour leur soutient financier.

La CLAC-Montréal est un groupe de travail du QPIRG-Concordia





Quand la police encercle ou blesse des gens qui nous sont chers, peu répondent d'un ton modéré. C'est pourquoi la criminalisation des manifestantEs ne touche pas tant les professionnelLEs de la manifestation que ceux qui se trouvent au mauvais endroit au mauvais moment.

C'est pourquoi nous vous invitons à vous protéger du rude hiver avec des cagoules et foulards, en vous rappellant que le noir est déjà utilisé pour confondre la surveillance. Plus nous serons en noir, plus il sera facile de s'échapper des situations fâcheuses !

On vous aime libre. Vraiment libre !



Rassemblement au Champs-de-Mars (intersection de St-Antoine et Gosford) à 16h30.

JEUDI 15 MARS 17H CARRÉ BERRI



MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

Solidaires face à la répression politique



Nous dénonçons fermement la dernière offensive répressive du Service de police de la ville de Montréal(SPVM) qui vise à criminaliser, intimider et à isoler plusieurs groupes militants ainsi que la formation d'une police politique (escouade GAMMA) sous l'égide de la division du crime organisé du SPVM. Que cette nouvelle initiative soit préméditée de longue date ou que ce soit une autre bavure due à la confusion des genres propre aux forces de police n'est pas notre principale préoccupation. On sait très bien que le profilage des acteurs politiques n'a pas commencé avec l'escouade GAMMA (Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes) et ne se terminera pas avec son abolition, tout comme on sait que l'escouade Eclipse ne vise pas tant les «gangs de rues» que les «jeunes de couleur». Dans un contexte de durcissement du capitalisme et d'accentuation de la marginalisation des mouvements sociaux et des groupes politiques, il est essentiel et urgent de se mobiliser face à toute attaque contre nos communautés. Si on les laisse s'attaquer à un milieu en particulier, ils auront le champ libre pour criminaliser l'ensemble des mouvements sociaux. Face à cette stratégie de diviser pour régner, nous devons nous unir ! Notre droit d'association, de manifestation et d'expression n'est pas que légal, il est légitime ! Notre droit à la dissidence, nous ne le quémandons pas, nous l'utilisons quotidiennement !

Attendu que :

★Les dirigeants économiques et politiques se cachent derrière un système pseudo-démocratique en faillite pour s'enrichir à une vitesse exponentielle;
★Cette élite parasitaire doit justifier ses politiques antisociales en augmentant la répression;
★Les différents corps de police agissent comme rempart face à la mobilisation et à la révolte de la population contre un système injuste ;
★En plus de protéger consciemment les abus des autorités, les différents corps de police agissent comme acteur politique en déstabilisant les mouvements sociaux ;

★Nous dénonçons tout rôle politique du SPVM et des autres corps policiers.
★Nous dénonçons toute criminalisation et stigmatisation de la dissidence et de nos opinions.
★Nous dénonçons toute forme de profilage politique, social et racial.
★Nous dénonçons toute tentative de salissage de nos mouvements.

En signant cette déclaration, nous nous engageons également à ne pas collaborer, de quelque manière que ce soit, avec les forces de l'ordre dans leurs tactiques de division, de profilage, de délation et de désolidarisation des mouvements politiques.

Une déclaration diffusée à l'initiative de la CLAC-MTL

Association de défense des droits sociaux du Montréal-métropolitain(ADDS-MM)
Association Facultaire Étudiante de Science Politique Et Droit de l'UQAM (AFESPED-UQAM)
Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)
BASICS Community News Service-Toronto
Comité BAILS
Centre social autogéré (CSA)
Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP)
Centre d'appui aux Philippines / Centre for Philippine Concerns (CAP-CPC)
Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes (CRÉCA)
Centre des femmes d'ici et d'ailleurs (CFIA)
La Coalition Justice pour Anas
Collectif opposé à la brutalité policière (COBP)
Comité des sans-emploi (CSE)
Comité pour un Secours rouge canadien
L'En-Droit de Laval
Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ)
Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
Groupe de recherche et d'intérêt public (GRIP-UQAM)
Illusion-Emploi-Sherbrooke
Immigrant Workers Center (IWC-CTI)
Librairie anarchiste l'Insoumise
Ligue internationale de lutte des peuples - Canada
Mouvement action-chômage (MAC-Montréal)
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE)
Mouvement d'éducation populaire autonome et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ)
Palestiniens et Juifs Unis (PAJU)
Parti communiste révolutionnaire (PCR)
Personne n'est illégal-Montréal (NOII)
Pointe libertaire
POPIR Comité logement
Projet accompagnement et solidarité Colombie (PASC)
Proletarian Revolutionary Action Committee in Toronto (PRAC)
Quebec Public Interest Research Group (QPIRG) at Concordia
Red and Anarchists Skinheads - Montréal (RASH Montréal)
Réseau de la Commission populaire (RCP)
Réseau du Forum social de Québec Chaudière-Appalaches
Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)
Société bolivarienne du Québec
Solidarité populaire Estrie
Solidarité sans frontières (SSF)
Les Sorcières
Union Communiste Libertaire (UCL)



Si vous avez plus de temps que d'argent...

Nous organisons une manifestation anticapitaliste pour le premier mai, restez au courant à:

http://clac-montreal.net

ou encore écrivez nous un courriel à

info@clac-montreal.net



Si vous avez plus d'argent que de temps...

Plus nous aurons de moyens de lutter contre le capitalisme, plus on aura de chance de l'abattre !

Pour se faire, émettez un chèque à l'ordre de : Convergence des luttes anticapitalistes et mentionnez "Financement général" sur le chèque.
Et l'envoyer à l'adresse suivante :

QPIRG Concordia (CLAC-2010)
c/o Concordia University
1455 de Maisonneuve O.
Montréal, Quebec H3G 1M8

MERCI BEAUCOUP!!!